

handgesellschaft» pour faire établir l'inventaire et le bilan, puis d'instituer une commission de contrôle fonctionnant à l'instar de la Chambre des Comptes.

A notre avis il faut aussi rechercher dans l'intention de Welter de nettoyer cette écurie d'Augias, une des raisons qui le feront culbuter à la fin de l'année.

Au cours d'une longue audience que la Grande-Duchesse accorda à Michel Welter le 2. 3. 1916, celui-ci exposa, outre ses projets concernant son département, ses vues personnelles sur la situation internationale du Grand-Duché. Comme les Anglais semblaient être les plus intractables, Welter proposa de les toucher par voie indirecte: par le Gouvernement français (où Welter connaissait Albert Thomas pour avoir correspondu avec lui à différentes reprises), par le Gouvernement belge qui comptait son ami Vandervelde, enfin par l'intermédiaire du président des Etats-Unis M. Wilson. Enfin Welter reprend une idée de Paul Eyschen à qui il en avait pourtant fait grief, du vivant du Ministre d'Etat: fonder une union entre tous les Etats neutres en vue de la conclusion de la paix future.

Pas plus tard que le lendemain de cette audience, Welter fut informé sur l'attitude du Gouvernement français: Henri Vannérus lui donna lecture d'une lettre dont il résulte que le gouvernement de la République «est assez bien intentionné, mais qu'il ne peut rien faire parce que le gouvernement anglais est très raide et intransigeant.» Le contenu de cette lettre fut corroboré par le rapport qu'Alphonse Nickels, à ce moment chef de bureau au Gouvernement, remit à Welter pour le renseigner sur le résultat négatif de son voyage fait à Paris au début du mois de février. Welter admettait que «c'est surtout le Gouvernement Loutsch qui constituait un obstacle pour ainsi dire infranchissable pour obtenir quoi que ce soit,» mais il reste à voir si cette raison est bien indiquée dans le rapport Nickels, ou s'il ne s'agit que d'une interprétation subjective de la part de Michel Welter.

Malgré tous ses efforts entrepris dans l'intérêt du ravitaillement du pays, malgré divers voyages qui le conduisirent en Hollande,\*) en Suisse,

---

\*) Dans un article intitulé «Le Grand-Duché de Luxembourg depuis l'invasion allemande» et paru dans le numéro du 10. 6. 1917 du «Correspondant» de Paris, un collaborateur aussi anonyme que haineux reproduisit un article du «Luxemburger Wort» du 27. 2. 1917 dans lequel il est reproché à V. Thorn d'avoir permis à Michel Welter de prendre une part prépondérante dans la direction de la politique extérieure du Grand-Duché et «d'y faire preuve d'une complète incapacité en matière diplomatique».

Nous ne songeons pas à défendre les capacités diplomatiques – en effet fort problématiques – du docteur Welter, mais nous nous inscrivons en faux contre l'assertion que le directeur général du ravitaillement, lors d'un voyage aux Pays-Bas, et en présence d'un journaliste hollandais, aurait fait montre «de sympathies pour l'Allemagne qui étaient vraiment incompatibles avec l'honneur de sa petite patrie.» Selon l'intervieweur, Welter aurait même déclaré «que tout allait pour le mieux au Luxembourg depuis l'invasion allemande.» Comme bien l'on pense, l'interview, lorsqu'elle fut connue au Luxembourg, fut diversement accueillie: comme de la manne par ceux qui voulaient y croire, comme de l'ordure par les rares amis qui restaient au malchanceux ministre.